



Les gouvernements Martens-Gol, dans les années 1980, ont entrepris un important travail d'assainissement des finances publiques.

Une brève histoire de la dette belge

Le gouvernement fédéral est reparti à la chasse aux milliards pour tenter de garder le contrôle sur l'évolution des finances publiques. Ce n'est pas une première. La vie politique des dernières décennies est marquée par la crainte que les comptes de l'État ne puissent plus être maîtrisés. D'où cela vient-il ?

L'histoire de la dette belge commence réellement en 1973 avec le

premier choc pétrolier. La hausse du coût de l'énergie exerce une pression à la hausse sur les prix de la consommation. Le choc est rude pour l'économie. Comme à peu près tous ses homologues du monde entier, le gouvernement belge de l'époque va privilégier une politique keynésienne en soutenant le pouvoir d'achat des consommateurs. Il va aussi aider par l'emprunt les secteurs industriels - comme la sidérurgie ou la verrerie - les plus touchés par la flambée des produits pétroliers et une forte concurrence internationale. "Le problème, commente Damien Piron, professeur d'administration et de finances publiques à l'ULiège, c'est que les taux d'intérêt

sont très élevés à ce moment-là. L'État belge emprunte donc cher pour financer sa politique de soutien."

Les années Martens-Gol

Résultat, la dette grimpe à toute vitesse, allant jusqu'au-delà de 120% du produit intérieur brut (PIB), et les déficits annuels se creusent. Mais sans trop inquiéter les autorités publiques. Dans un premier temps du moins. "L'endettement public ne constituait pas une question importante jusqu'au deuxième choc pétrolier, fin des années 70-début des années 80, indique Baudouin Regout, commissaire au Plan. À partir de ce moment, la situation s'est caractérisée par un taux de chômage

"Le problème, c'est que la Belgique n'a pas été capable de retrouver le niveau de déficit qui était le sien avant chacune de ces crises."

Baudouin Regout
Commissaire au Plan

élevé et une inflation importante - c'est ce qu'on appelle la stagflation. Ce n'était pas une situation économique normale. Quand les autorités se sont rendu compte que le soutien de la consommation ne résoudrait pas cette crise, elles ont changé leur fusil d'épaule et ont pris des mesures pour réduire l'inflation et les déficits."

Des mesures fortes sont prises dès 1982. Il y aura une dévaluation du franc belge et un saut d'index en 1982 - une opération qui sera répé-

tée deux fois et qui comprime tant la hausse de salaires que celle des allocations sociales. "Une politique d'austérité sera mise en œuvre, avance Damien Piron. Le gouvernement va jouer sur trois volets. Il y aura des réductions dans les dépenses publiques, des recettes supplémentaires comme la cotisation de crise et la privatisation partielle ou complète d'entreprises de l'État."

L'élève modèle

La Belgique est d'autant plus motivée à réduire ses déficits que ses efforts lui permettent d'entrevoir une adhésion à la monnaie unique prévue en l'an 2000 - une adhésion soumise à des conditions budgétaires assez strictes. La rigueur alors imprimée porte ses fruits. La dette belge dépassait les 120% du PIB au milieu des années 80. Elle est ramenée à moins de 110% du PIB en 2000 et descend ensuite rapidement jusqu'à 85% du PIB. "La Belgique est alors montrée en exemple", assure Baudouin Regout.

Mais elle n'a malheureusement pas su rester cet élève modèle. La Belgique aurait pu profiter de la bonne situation économique du début du siècle et des taux d'intérêt très bas pour maintenir les finances publiques à son régime minceur. Et ainsi pouvoir amortir le choc qu'allait provoquer le vieillissement de

la population sur le budget des pensions et des dépenses de santé. Un fonds de vieillissement est bien imaginé. Mais il fera long feu. Les gouvernements de l'époque préférèrent se partager les "fruits de la croissance" pour financer des baisses d'impôt ou des hausses des allocations sociales. Bien mal leur en prend.

Le point de bascule en 2008

"Comme les taux d'intérêt sont très bas, cela passe, relève Damien Piron. Jusqu'à la crise financière de 2008. C'est le point de bascule. Après une baisse sans discontinuer pendant 15 ans, la dette publique repart à la hausse de façon soudaine et importante."

Les crises vont ensuite s'enchaîner. Après la crise financière de 2008, il y a eu la crise sanitaire de 2020, puis l'invasion de l'Ukraine qui a eu un effet tant sur le prix de l'énergie que sur les dépenses militaires. Il y a maintenant l'incertitude sur les échanges commerciaux internationaux. "Le problème, professe Baudouin Regout, c'est que, après avoir raté l'occasion d'assainir plus entre 2002 et 2008, la Belgique n'a pas été capable de retrouver le niveau de déficit qui était le sien avant chacune de ces crises. D'autres pays l'ont fait pourtant."

Vincent Rocour